
Chambre des Représentants.

SESSION DE 1887-1888.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS D'AVRIL.

FEUILLETON AU 10 MAI 1888.

PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION A STATUÉ.

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|--|
| 1. | 3900. | Par pétition datée de Namur, le 6 avril 1888,
Des loueurs de voitures, à Namur, demandent la suppression de la taxe de 20 francs par cheval qu'ils sont tenus de payer en vertu de la loi sur la contribution personnelle.

DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i> |
| 2. | 3901. | Par pétition datée de Mellet, le 15 mars 1888, |
| | 3925. | Des habitants de Mellet demandent la prompte |
| | 3971. | réduction de l'impôt foncier.
Même demande d'habitants de Ressaix, Wanfercée-Baulet, Courcelles, Viesville et d'une localité non dénommée.

DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i> |
| 3. | 3902. | Par pétition datée de Malines, le 6 avril 1888,
Les président et secrétaire du « Cercle commercial et industriel de Malines » demandent la reprise, par l'État, des canaux brabançons et réclament l'interven- |

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

tion de la Chambre pour faire exécuter des travaux d'approfondissement auxdits canaux.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics*

4. 3903. Par pétition datée de Saint-Léger, le 28 mars 1888,
Des conseillers communaux de Saint-Léger demandent le prompt achèvement de la ligne Athus-Meuse et l'adoption du projet Gedinne par Beauraing et par Heer au Nord Belge.

Même demande de conseillers communaux de Torgny.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

5. 3905. Par pétition datée de Neuville, le 8 avril 1888,
La dame Charlier, veuve du sieur Migeal, instituteur communal, à Neuville, demande le prompt règlement de sa pension.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

6. 3906. Par pétition datée de Crisnée,
3939. Le sieur Kerstenne, médecin vétérinaire, à Crisnée,
3961. prie la Chambre de modifier la loi organique de
3972. l'enseignement agricole de 1860 en ce qui concerne les études vétérinaires.

Même demande de médecins vétérinaires des provinces de Limbourg, de Liège, du Hainaut, du Brabant, de la Flandre orientale, de la Flandre occidentale, de Luxembourg et de Namur.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

7. 3907. Par pétition datée de Strepy-Bracquegnies, le 31 mars 1888,

Le conseil communal de Strepy-Bracquegnies prie la Chambre de voter une loi d'amnistie complète en faveur des personnes condamnées à la suite des grèves de 1886.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
8.	3937.

Par pétition datée de Saint-Gilles, le 11 avril 1888,
Les président et secrétaire de l' « Association libérale
de Saint-Gilles » prient la Chambre de voter une loi
d'amnistie en faveur des personnes condamnées à la
suite des troubles de 1886 et de l'étendre aux pêcheurs
d'Ostende condamnés pour des faits analogues.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

9. 3908.

Par pétition datée de La Louvière, le 27 mars 1888,
Le sieur Lotte, instituteur, à La Louvière, réclame
l'intervention de la Chambre pour obtenir la restitu-
tion d'une somme qui aurait été illégalement perçue
par la caisse des veuves et orphelins des instituteurs
communaux.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et
de l'Instruction publique.*

10. 3909.

Par pétition datée de Clemskerke, le 29 mars 1888,
L'administration communale de Clemskerke réclame
l'intervention de la Chambre pour que le Gouverne-
ment annule la décision qui interdit aux petits fermiers
habitant à proximité des dunes d'y laisser paître leur
bétail.

Même demande des administrations communales de
Vlissegheem, Breedene.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

11. 3910.

Par pétition datée de Hodister,
Le conseil communal de Hodister demande la reprise,
par l'État, de la route de Wyompont à Rendeux.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et
de l'Instruction publique.*

12. 3912.

Par pétition datée d'Anvers, le 5 avril 1888,
Les président et secrétaire du « Cercle des anciens
étudiants de l'institut supérieur de commerce d'An-
vers » demandent que le Gouvernement assure la
transformation du système monétaire avant l'expira-
tion du contrat de l' « Union latine » et préconisent
l'adoption de l'étalon d'or.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

Numerés du feuilleton	Numeros du registre des pétitions
13.	5915.

Par pétition datée d'Audenarde, le 5 avril 1888,

Les président et secrétaire du Cercle des instituteurs « Hoop in de Toekomst », à Audenarde, proposent diverses mesures en vue d'améliorer le service de l'enseignement primaire ainsi que leur position, tant au point de vue du traitement, du traitement d'attente que de la pension.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

14. 5914.

Par pétition datée de Bruxelles, le 30 mars 1888,

Le sieur Portelange, à Bruxelles, demande une pension du chef des cinquante-quatre années qu'il a passées au service de l'État.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

15. 5915.

Par pétition datée de Harnoncourt,

Le sieur Noël, à Harnoncourt, réclame l'intervention de la Chambre à l'effet d'obtenir l'annulation d'une décision judiciaire.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

16. 5916.

Par pétition datée d'Anvers,

5962.

Les membres du comité du « Nederduitschen Bond », à Anvers, demandent que l'école de musique d'Anvers soit élevée au rang de conservatoire royal flamand.

Même demande des président et membres de la « Zangmaatschappij », à Nokere.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

17. 5917.

Par pétition datée de Marche lez-Écaussinnes, le 24 mars 1888,

Le receveur communal de Marche lez-Écaussinnes demande que la position des receveurs communaux soit améliorée.

Même demande de receveurs communaux de Neuf-Maisons, Quaregnon.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

18.	3919.
-----	-------

Par pétition datée d'Anvers, le 29 mars 1888,

Des cabaretiers d'Anvers réclament l'intervention de la Chambre afin d'obtenir la suppression du colportage des bières le long des quais et des docks.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

19.	3922.
-----	-------

Par pétition datée d'Alost, le 31 mars 1888,

Le commissaire de police d'Alost demande la création d'une caisse de pension en faveur des fonctionnaires, officiers et employés de la police judiciaire du royaume.

Même demande d'agents de la police de Bruges, Bruxelles, Cuesmes, Gheel, Ingelmunster, Montigny-sur-Sambre, Oostcamp, Ostende, Poperinghe et Turnhout.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

20.	3929.
-----	-------

Par pétition datée d'Anvers, le 10 avril 1888,

Les président et secrétaire de la « Ligue nationale de la liberté commerciale », à Anvers, demandent l'abolition du droit d'entrée sur le bétail.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

21.	3931.
-----	-------

Par pétition datée de Kessel, le 11 avril 1888,

Le sieur Dens, instituteur en disponibilité, à Kessel, demande à être réintégré dans ses fonctions antérieures.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

22.	3933.
-----	-------

Par pétition datée de Courtrai, le 20 février 1888,

Les président et secrétaire de la « Chambre des notaires de l'arrondissement de Courtrai » réclament l'intervention de la Chambre afin d'obtenir l'unité de ressort dans le notariat.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

23.	3935.
-----	-------

Par pétition datée de Gand, le 25 mars 1888,

Les greffiers adjoints du tribunal de première instance d'Anvers demandent une amélioration de position.

Même demande de greffiers adjoints des tribunaux

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

de première instance d'Arlon, Audenarde, Bruges, Bruxelles, Charleroi, Courtrai, Dinant, Furnes, Gand, Huy, Liège, Malines, Mons, Namur, Nivelles, Termonde, Tournai, Verviers et Ypres.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

24. 3938. Par pétition datée de Quaregnon, le 29 février 1888,
Des habitants de Quaregnon, propriétaires des terrains sur lesquels la route « pavé du mayeur Daneau » a été construite, se plaignent de ce que la redevance qui leur est due ne soit plus acquittée et réclament l'intervention de la Chambre pour remédier à cet état de choses.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

25. 3944. Par pétition datée de Schaerbeek, le 13 avril 1888,
Le sieur Zacharie Forton se plaint de n'avoir pas reçu du Gouvernement une réponse à sa demande en revendication de droits dans une succession.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

26. 3956. Par pétition datée de Binche, le 21 avril 1888,
Le sieur Alfred Schortz, à Binche, milicien de la classe de 1885, renvoyé dans ses foyers à la suite d'un accident survenu au cours d'un exercice, demande une pension ou une indemnité.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

27. 3958. Par pétition datée d'Alost, le 18 avril 1888,
Le sieur Selderslagh, sous-officier en retraite, à Alost, demande que la pension civile à laquelle il a droit lui soit comptée pour le tout ou pour la majeure partie.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

28. 3960. Par pétition datée de Mons, le 20 avril 1888,
La députation permanente du conseil provincial du Hainaut propose une disposition additionnelle à l'article 48^{bis} de la loi sur la milice.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
29.	3964.

Par pétition datée de Housse, le 3 avril 1888,

Des patrons et ouvriers armuriers de Housse réclament l'intervention de la Chambre pour obtenir une prompte décision dans le choix du fusil destiné au nouvel armement de l'infanterie de l'armée.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

30.	3965.
-----	-------

Par pétition datée de Gendbrugge, le 20 avril 1888,

Le sieur Decock, à Gendbrugge, demande un emploi dans une administration de l'État.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

